

ANALYSE DE LA PRESSE

Juillet 2013

1. **A la une : La Turquie condamne le coup d'Etat en Egypte**
2. **Dossier du mois : Agenda politique en Turquie**
 - **Mouvement du Parc Gezi**
 - **Processus de Paix**
3. **Economie**
4. **Europe**
5. **International**
6. **Turquie**
7. **Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Juillet 2013)**



redefining / standards

MECENE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

1. A la une : La Turquie condamne le coup d'Etat en Egypte

« Depuis la destitution du président islamiste Mohamed Morsi par l'armée égyptienne et une coalition de forces politiques, civiles et religieuses, la Turquie soutient la légitimité du président déchu. »
(*Le Monde.fr, Hélène Sallon, 08/07/2013*)

Suite à la destitution du Président Morsi le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan « a interrompu ses vacances pour présider une réunion d'urgence avec ses principaux ministres et le chef de ses services de renseignement. » (*Les Echos.fr, AFP, 06/07/2013*)



Photo : Morsi (ici à gauche) et Erdogan (ici, à droite).
AFP / Turkish Prime Minister Office / Kayhan Ozer

Face aux nouveaux affrontements au Caire, le 27 juillet, qui ont causés la mort de 72 personnes « la Turquie a condamné les violences, appelant à un transfert du pouvoir à une "direction démocratique". » (*L'express.fr, AFP, 28/07/2013*) Erdoğan a également « reproché à l'Union européenne de ne pas condamner avec suffisamment de fermeté [les affrontements]. » (*Les Echos, Reuters, 27/07/2013*) Il a dénoncé « la prudence des réactions des Européens comme des Américains face à la destitution du président Morsi par l'armée. 'Les Occidentaux ont raté le test de la sincérité, car celle-ci n'accepte pas le deux poids-deux mesures' » a-t-il dit. (*Libération, Marc Semo, 07/07/2013*)

« En Egypte, la démocratie a été massacrée, la volonté nationale a été massacrée, et maintenant c'est la nation qu'on massacre, a accusé M. Erdogan (...). Ceux qui restent silencieux face à ce massacre ont du sang sur les mains et le visage, ceux qui restent indifférents face à ce massacre en sont les complices, a tonné le Premier ministre (...). M. Erdogan a notamment interpellé la BBC, CNN et les autres médias internationaux: Pourquoi ne voyez-vous rien, pourquoi n'entendez-vous rien? Il a aussi fustigé l'inaction des pays musulmans, les avertissant: Vous vous taisez encore, mais jusqu'à quand? N'oubliez pas que la même chose peut vous arriver demain. » (*AFP, 27/07/2013*)

Par ailleurs, Erdoğan a rejeté « une demande d'entretien du nouveau vice-président égyptien, Mohamed El Baradei, au motif qu'il n'était pas un représentant légitime de l'Égypte. » (*Le Point.fr, AFP, 18/07/2013*) « "En ce moment, mon président en Egypte est Morsi parce qu'il a été élu par le peuple", avait-il déclaré, ajoutant qu'il aurait "respecté le régime issu du coup d'Etat s'il avait remporté la victoire par les urnes". » (*AFP, 16/07/2013*)

Contestations en Turquie

« L'agence officielle Anatolie a retransmis en direct samedi 13 juillet « les manifestations de la place Rabia-Al-Adawiya, où sont rassemblés les partisans du président déchu Mohamed Morsi. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 15/7/2013*) « Des milliers de personnes se sont rassemblées le lendemain à Istanbul à l'appel du parti islamiste de la Félicité (Saadet Partisi) pour exprimer leur soutien à Mohamed Morsi. » (*Le Point.fr, AFP, 14/07/2013 ; AFP, 16/07/2013*)

« Samedi [13 juillet], un collectif d'organisations islamistes a organisé un iftar devant le consulat d'Egypte à Istanbul, dans le quartier huppé de Bebek, ainsi que dans une dizaine de villes à travers le pays. La Fondation pour les droits de l'homme et le secours humanitaire (IHH), l'ONG qui avait affrété le Mavi-Marmara en 2010 pour tenter de forcer le blocus israélien de Gaza, a elle aussi pris fait et cause pour ses "frères égyptiens" et pour M. Morsi. Une délégation de l'IHH a réclamé "des explications" à la justice du Caire et a proposé ses services pour une assistance juridique aux chefs du Parti de la liberté et de la justice et des Frères musulmans, détenus depuis l'intervention militaire. Samedi, une demande de visite a officiellement été déposée auprès du procureur en chef égyptien.

Des organisations de cette mouvance islamiste, affirme le journal progouvernemental Sabah, ont déposé une plainte pour "coup d'Etat" contre le général Al-Sissi et les principaux responsables militaires

égyptiens auprès du procureur d'Ankara. Ahmet Faruk Ünsal, le président de l'ONG Mazlum-Der confirme sa volonté de voir traduits en justice les "putschistes". Un procès symbolique pourrait être ouvert, à l'image de celui qu'a mené la justice contre les responsables militaires israéliens après l'assaut meurtrier contre le Mavi-Marmara.» (*Le Monde, Guillaume Perrier, 15/7/2013*)

Réactions politiques en Turquie

« Les autorités turques dénoncent fortement ce qui se passe en Egypte comme une intervention militaire et un coup d'Etat. Le gouvernement turc s'inscrit dans une position de défense de la légitimité en Egypte. Les différentes forces politiques ont aussi réagi de façon critique et mesurée : au Parlement, les quatre partis politiques représentés (l'AKP au pouvoir, les kémalistes du CHP, les nationalistes du MHP et les Kurdes du BDP) ont unanimement condamné la destitution du président Morsi. » souligne Jean Marcou, spécialiste de la Turquie. (*Le Monde.fr, Hélène Sallon, 08/07/2013*) C'est une situation inédite, selon Nora Seni, professeure à l'Institut français de géopolitique, Université Paris 8. « Cet unanimisme illustre un nouveau paramètre de la vie politique turque que les événements de la place Taksim à Istanbul ont permis de vérifier, puisqu'ils se sont déroulés sans que l'armée turque exprime la moindre velléité d'intervention. Situation inédite que la classe politique s'accorde à juger comme un acquis à préserver. » affirme-t-elle. (*La Croix, 12/07/2013*)

« Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a condamné l'intervention militaire en Egypte comme une "atteinte à la démocratie", mais aussi l'hypocrisie des pays occidentaux, qui n'ont pas qualifié de coup d'Etat la déposition de Morsi. "Ceux qui comptent sur leurs armes, ceux qui comptent sur la puissance des médias ne peuvent pas bâtir la démocratie (...) La démocratie peut seulement se bâtir dans les urnes", a déclaré M. Erdogan. » (*Le Monde.fr, Hélène Sallon, 08/07/2013*) « "Un coup d'Etat militaire a eu lieu en Egypte, même s'ils n'acceptent pas ce fait. Nous avons beaucoup souffert des coups d'Etat militaires. Nous ne voulons pas que nos frères égyptiens en souffrent eux aussi. C'est la seule chose qui compte", a déclaré M. Erdogan. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 15/7/2013*) « Soulignant que son pays était devenu une "référence très importante" pour l'Egypte, le Premier ministre turc a invité les Egyptiens à tirer les leçons des coups d'Etat militaires dans son propre pays. "Chaque coup d'Etat, sans exception, a fait perdre des décennies à la Turquie", a rappelé Erdogan, "chaque coup d'Etat a paralysé l'économie turque, chaque coup d'Etat a coûté très cher au pays, à la nation et à ses jeunes générations". » (*LeFigaro.fr, AFP, 05/07/2013*)

« "Le changement de pouvoir en Égypte n'est pas résultat de la volonté du peuple. Il ne s'inscrit pas dans le respect de la démocratie et de la loi", a déclaré à Ankara le vice-Premier ministre Recep Bozdogan. "Dans tous les pays démocratiques, les élections sont le seul moyen d'arriver au pouvoir. (...) Cette situation est inacceptable", a-t-il dit en espérant que "l'Égypte retourne à la démocratie, à une structure où la volonté du peuple le remporte". » (*Le Lefigaro.fr, AFP, 04/07/2013*)

« Ahmet Davutoglu, chef de la diplomatie turque, a jugé la destitution du président égyptien Mohamed Morsi "inacceptable" et a dénoncé un "coup d'Etat militaire". "On ne peut être démis de ses fonctions qu'avec des élections. C'est la volonté du peuple. Il est inacceptable qu'un gouvernement arrivé au pouvoir par le biais d'élections démocratiques soit destitué par des moyens illicites, qui plus est par un coup d'Etat militaire", a-t-il déclaré à la presse. » (*Le Lefigaro.fr, AFP, 04/07/2013*) « "Cette intervention ne doit pas ternir les gains démocratiques de la révolution du 25 janvier" 2011 en Égypte, a-t-il souligné. Il a en outre exhorté la nouvelle administration égyptienne à libérer dans les plus brefs délais le président déposé ainsi que ses collaborateurs. » (*Le Point.fr, AFP, 04/07/2013*)

Davutoglu a par ailleurs condamné les violences contre les manifestants pro-Morsi qui ont fait plus de 50 morts le 8 juillet au Caire. Parlant de "massacre", il a invité les autorités égyptiennes à prendre des mesures d'apaisement et appelé à une normalisation du processus de démocratisation qui respecte la volonté du peuple égyptien. (*Le Monde.fr, Hélène Sallon ; Les Echos.fr, Reuters, 08/07/2013*) « L'Egypte représente l'espoir des aspirations montantes à la démocratie au Moyen Orient, et la Turquie sera toujours solidaire du peuple égyptien", a-t-il poursuivi. » (*Le Point.fr, AFP, 08/07/2013*)

La Turquie accusée d'ingérence par l'Égypte

« Le nouveau pouvoir égyptien a fait part de son "fort ressentiment" à l'encontre du premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, après ses déclarations de soutien au président déchu Mohamed Morsi. Le porte-parole du ministère égyptien des affaires étrangères, Badr Abdelatty, a dénoncé mardi 16 juillet "les remarques répétées de responsables turcs au sujet de la situation intérieure en Égypte". (...) Dans son intervention, Badr Abdelatty a pressé Ankara de "placer les intérêts communs, les liens historiques entre les deux pays au-dessus de toute autre considération".» (*AFP, 16/07/2013*)

Par ailleurs, « Le porte-parole de la présidence [égyptienne], Ahmed Elmoslamny, a déclaré que les prises de position d'Ankara constituaient "une ingérence dans les affaires internes égyptiennes", soulignant que son pays ne s'était pas prononcé "sur ce qu'il s'est passé place Taksim", là où des dizaines de milliers de Turcs se sont mobilisés contre le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan. (...) Réagissant à ce mécontentement, Ahmet Davutoglu, le ministre turc des Affaires étrangères, a répondu hier [17 juillet] que si son gouvernement était coupable "d'ingérence", la remarque valait également pour les pays "qui ont soutenu le coup d'État ou qui ont félicité le nouveau gouvernement par intérim".» (*Le Figaro, Laure Marchand, 18/07/2013*)

Le ministère égyptien des Affaires étrangères avait convoqué le 9 juillet « l'ambassadeur de Turquie au Caire pour protester contre ce qu'il qualifie d'ingérence turque dans les affaires intérieures de l'Égypte, rapporte l'agence de presse égyptienne MENA. » (*Le Figaro.fr, Les Echos.fr, Reuters, 09/07/2013*) L'ambassadeur turc a été convoqué une deuxième fois le 30 juillet « en raison de déclarations des responsables turcs qui "ont dépassé toutes les normes diplomatiques et le respect mutuel entre les pays", a déclaré MENA, citant un haut responsable du ministère des Affaires étrangères. » (*CCFT, Xinhua, 30/07/2013*)

Un coup porté au modèle turc ?

« Pour les autorités turques, c'est un incontestable coup dur. En novembre, Mohamed Morsi avait été l'invité d'honneur du congrès de l'AKP, le parti au pouvoir depuis 2002 qui se revendique comme «une source d'inspiration» aussi bien pour les Frères musulmans égyptiens que pour Ennahda en Tunisie. Un modèle censé mêler islam, démocratie et croissance économique. Le président démissionné et son parti représentaient aussi pour Ankara le principal allié dans le nouveau grand jeu régional pour créer un pôle sunnite contre «l'axe chiite» en rivalité ouverte avec l'Arabie Saoudite. » (*Libération, Marc Semo, 07/07/2013*)

Le programme de Mohamed Morsi qui « tenait en quatre points : relance économique à la mode libérale, islamisation graduelle de la société, réforme du secteur sécuritaire et réaffirmation du rôle régional de l'Égypte. Un projet labellisé "Renaissance", inspiré par l'envol de la Turquie, sous la tutelle des islamo-conservateurs de l'AKP. (...) [Cependant] Morsi a plutôt présidé à la poursuite du statu quo. » (*Le Monde, Benjamin Barthe, 04/07/2013*)

« Plus qu'un coup porté au "modèle turc", l'ancien sous-secrétaire d'État turc aux Affaires étrangères, Ozdem Sanberk, voit dans les événements d'Égypte la marque d'une "faute" politique d'Ankara. "Il est clair aujourd'hui que la Turquie ne connaît pas bien le Moyen-Orient, contrairement à ce qu'elle prétend". De fait, le pari fait par Ankara de miser sur la Syrie, l'Irak et l'Égypte se révèle être un échec cinglant. Après l'avoir soutenu, la Turquie a tourné le dos au président syrien Bachar al-Assad et pris le parti des rebelles qui ont juré sa perte. Son refus d'extrader le vice-président irakien Tariq al-Hashémi a tendu ses relations avec Bagdad. Et c'est aujourd'hui son partenariat avec l'Égypte qui est remis en cause. "Ces liens établis par la Turquie l'ont été avec des dictateurs, pas avec leurs peuples", explique Ozdem Sanberk, "alors quand les dictateurs tombent, forcément, il y a un problème".» (*Les Echos.fr, AFP, 06/07/2013*)

«"J'ai toujours douté de la réalité du 'modèle turc' aux yeux des Egyptiens", relativise Marc Pierini, l'ancien ambassadeur de l'Union européenne à Ankara, aujourd'hui chercheur à la fondation Carnegie Europe. "Le seul exemple que les Egyptiens voient dans la Turquie, c'est sa politique économique, qui a réussi à assurer croissance et discipline budgétaire", ajoute-t-il. » (*Les Echos.fr, AFP, 06/07/2013*)

Selon Jean Marcou, spécialiste du Moyen-Orient et de la Turquie, professeur à Sciences-Po Grenoble et co-responsable de l'Observatoire de la vie politique turque (Ovipot), « l'un des grands perdants régionaux de cette nouvelle donne est assurément la Turquie. Très suivie au Caire, la contestation de la place Taksim d'Istanbul qui, pendant trois semaines, défia Recep Tayyip Erdogan avait montré les limites du modèle turc, même si celui-ci reste un incontestable succès économique. Les événements du Caire interpellent l'opinion turque. L'AKP, le Parti de la justice et du développement au pouvoir depuis 2002, a fortement soutenu depuis le début ces islamistes égyptiens dits "modérés" qui revendiquaient comme l'une de leurs sources d'inspiration cet islamisme de raison turc qui acceptait le pluralisme. En politique étrangère, Erdogan misait aussi sur l'alliance avec Mohamed Morsi, notamment sur le dossier syrien, pour constituer un pôle sunnite alternatif à l'Arabie Saoudite. » (*Libération, Marc Semo, 04/07/2013*)

La Turquie perd-t-il son allié régional ?

« Depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir en 2002, Recep Tayyip Erdogan a remporté trois élections législatives d'affilée et fait de la Turquie un pays à forte croissance économique. Fort de ces succès, son gouvernement, longtemps proche d'Israël, a tenté de profiter des secousses provoquées par les "printemps arabes" pour revenir en force sur la scène politique moyen-orientale. Lors du dernier congrès de son parti en septembre dernier, Recep Tayyip Erdogan avait célébré ce retour de l'influence turque devant un parterre d'invités étrangers, au premier rang desquels figurait Mohamed Morsi. "Nous avons montré à tous qu'une démocratie avancée pouvait exister dans un pays à forte majorité musulmane", avait-il lancé avec fierté. » (*Les Echos.fr, AFP, 06/07/2013*)

« Avec la chute du président égyptien Mohamed Morsi, le gouvernement islamo-conservateur turc a perdu un allié privilégié dans la région et a vu sérieusement pâlir le "modèle" démocratique qu'il prétendait incarner aux yeux du monde arabe. (...) La destitution de Mohammed Morsi par l'armée a donc mis à mal les ambitions régionales de la Turquie et le modèle d'alliance entre démocratie et islam promu par le Parti de la justice et du développement (AKP). » (*Les Echos.fr, AFP, 06/07/2013*)

« "Le coup d'État en Égypte est une sérieuse atteinte aux calculs de la politique étrangère (d'Erdogan, NDLR) pour le Moyen-Orient qui est basée sur la promotion de l'islam politique", estime l'éditorialiste Semih Idiz. En refusant de reconnaître le gouvernement égyptien provisoire, la diplomatie turque risque d'affaiblir encore un peu plus son influence, déjà déclinante, dans la zone. La Turquie n'est déjà pas au mieux avec la Syrie, le Liban, Israël, Irak, l'Iran, sans parler de Chypre ou de l'Arménie. » (*Le Figaro, Laure Marchand, 18/07/2013*)

Les événements en Egypte vu par AKP

« L'alliance entre les révolutionnaires libéraux, les milieux conservateurs et l'armée égyptienne qui a fait tomber Morsi a été perçue comme une menace directe pour l'AKP, le parti islamiste au pouvoir, qui vient de vivre pour la première fois au mois de juin des manifestations contre son régime. » (*Le Figaro, Adrien Jaulmes, 09/07/2013*)

«"Le Premier ministre surjoue délibérément sur le coup d'Etat militaire égyptien afin de ressouder le parti autour de lui, et faire taire toute dissonance sur les erreurs des dernières semaines", relève Menderes Cinar, politologue et spécialiste de l'AKP, soulignant que cela permet aussi à Erdogan d'accréditer la thèse martelée avant même les événements du Caire d'un «complot» contre le gouvernement où se mêleraient jeunes manipulés, élites kémalistes et soutien extérieurs. » (*Libération, Marc Semo, 07/07/2013*)

« Pour les analystes, les événements d’Égypte devraient donc inciter le gouvernement turc à plus de prudence, particulièrement après la vague de contestation politique sans précédent qui l’a visé le mois dernier. Pas au point de le fragiliser, juge toutefois Henri Barkey, professeur de relations internationales à l’université Lehigh. Pour lui, l’AKP reste une formidable machine électorale, "toujours aussi efficace". "D’une certaine façon, l’échec de Morsi démontre et souligne la réussite unique de l’AKP", estime-t-il en rappelant le succès de sa mise au pas de l’armée turque, auteur de quatre coups d’Etat depuis 1960, et l’augmentation du niveau de vie de sa population.

Mais aux yeux des analystes, la chute du président Morsi sonne comme un avertissement pour Recep Tayyip Erdogan. Selon eux, elle est la preuve que, à l’inverse de ce qu’il a répété aux manifestants qui ont défié son autorité dans la rue pendant trois semaines, la vitalité de la démocratie ne saurait se limiter aux seules élections. "La leçon immédiate des événements des douze derniers mois en Égypte, c’est que des élections libres ne permettent pas de résoudre les problèmes complexes d’un pays sans un dialogue approfondi avec les différentes composantes de la société", tranche Marc Pierini. » (*Les Echos.fr, AFP, 06/07/2013*)

« Enfin, pour le journaliste turc Cengiz Candar, spécialiste du Moyen-Orient, le renversement des Frères musulmans est "une question existentielle pour M. Erdogan et pour l’AKP". Un coup porté à l’ascension de partis issus de l’islam politique dans la région et dont l’AKP, arrivé au pouvoir en 2002, prétendait devenir le modèle. "C’est comme s’il y avait une crainte dans les rangs de l’AKP, poursuit M. Candar, que le parti puisse être confronté à des événements similaires." Les députés turcs ont d’ailleurs voté samedi [13 juillet] un amendement à l’article 35 du Code des forces armées. Celui que l’armée interprétait jusqu’alors comme un droit d’intervention dans les affaires politiques. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 15/07/2013*)

Cependant, « Une grande partie des erreurs des Frères musulmans vient de ce qu’ils n’ont pas l’habitude du régime parlementaire. Ils n’ont pas su faire de compromis, alors que l’AKP a développé une culture électorale, représentative. » rappelle Jean Marcou. (*Le Monde.fr, Hélène Sallon, 08/07/2013*)

Selon l’article au Monde de Bayram Balci, chercheur invité à la Carnegie Endowment for International Peace et Kemal Kirisci, chercheur associé au Brookings Institute, « l’Égypte se trouvera divisée entre ceux qui paradoxalement aspirent à la démocratie, défendue par l’armée plutôt que par les urnes, et ceux qui sont profondément méfiants et critiques de la démocratie. Dans le contexte actuel, M. Erdogan a raison d’affirmer que la seule panacée reste le processus électoral libre et juste, quand bien même les dirigeants politiques font peu cas de l’opposition. Car seules les élections peuvent permettre à une opposition efficace et organisée de gagner légitimement le droit de remplacer une majorité défaillante. (...) Maintenant que les tanks ont envahi les rues, il est peut-être trop tard pour l’Égypte pour choisir la voie des urnes. Mais la leçon est encore bonne à prendre pour la Turquie d’Erdogan : défendre les élections et reconnaître que les coups militaires ne font pas progresser vers la démocratie. A l’Égypte et à la Turquie ensuite de relever un défi politique encore plus grand : ce n’est pas parce qu’on a gagné les élections qu’on est arrivé à la démocratie. » (*Le Monde.fr, 18/07/2013*)

Selon Jean Marcou, « l’affaire de Gezi a fait pas mal de dégâts en Égypte pour les Frères, qui s’étaient beaucoup appuyé sur le modèle turc et ont analysé à tort les protestations turques comme un phénomène passager. Dans le mouvement de Taksim, certaines personnes doivent par ailleurs être gênées à l’idée du coup d’Etat militaire. Le mouvement invoquait la laïcité et le kémalisme et soutenait un processus démocratique. » (*Le Monde.fr, Hélène Sallon, 08/07/2013*)

« C’est sans doute pourquoi tout en devant toujours faire face à une mobilisation multiforme, et essentiellement pacifique dans son pays, le gouvernement turc est fragilisé par la chute des Frères musulmans. Or si ces derniers peuvent se poser en victimes des militaires égyptiens, et grâce à cela tabler sur un possible rebondissement électoral, il en est tout autrement du gouvernement turc de l’AKP qui, contesté par la jeunesse et l’opposition, sans intervention militaire, est en train d’apprendre, non sans mal, que la démocratie ne se joue pas seulement dans les urnes. » (*Slate.fr, Ariane Bonzon, 12/07/2013*)

2. Dossier du mois : Agenda politique en Turquie

Mouvement du Parc Gezi

Les jugements concernant la suspension des travaux du parc Gezi

Les détails du jugement lié au réaménagement du parc de Gezi et rendu le 6 juin, une semaine après la répression violente des manifestations du 31 mai, ont été publiés le mercredi 3 juillet. (*Le Monde.fr, Reuters, 04/07/2013*) Selon le jugement, la première cour administrative d'Istanbul a « confirmé sa décision de suspendre le chantier de la place Taksim à Istanbul, et notamment la destruction du parc Gezi, un projet d'urbanisme à l'origine d'un mouvement de protestation [antigouvernemental]. » (*Le Monde.fr, Reuters, 04/07/2013*)

« L'avis de la justice administrative concerne autant la construction programmée d'un centre commercial imitant l'architecture de l'ancienne caserne de l'artillerie ottomane qui se tenait sur l'emplacement du parc Gezi que les travaux de "piétonnisation" de l'esplanade et la percée de tunnels routiers. La cour administrative d'Istanbul estime que "le plan directeur du projet viole les règles de préservation en vigueur et l'identité de la place et du parc Gezi", et invoque l'absence de "concertation de la population turque". » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 04/07/2013*) Cette décision a été perçue comme « un revers pour le Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, qui avait annoncé le 14 juin qu'il attendrait la décision finale de la justice turque, avant d'engager la rénovation de la place Taksim. » (*LeParisien.fr, 03/07/2013*)

Cependant, par la suite, « le tribunal administratif régional a annulé en appel [le 22 juillet] la décision prise le 31 mai par la 6e cour administrative d'Istanbul de suspendre les travaux dans l'attente d'un jugement sur le fond concernant l'autorisation donnée au projet par le Haut conseil de protection des biens culturels et naturels, a rapporté l'agence de presse Dogan. La reprise des travaux est cependant incertaine, une autre cour administrative stambouliote, la 1ère, ayant prononcé en juin dans une procédure séparée l'annulation du plan directeur du projet, au motif que la population locale n'avait pas été consultée. » (*Lexpress.fr, AFP, 22/07/2013*)

« Début juin, les manifestations contre ce projet se sont rapidement transformées en une contestation générale du gouvernement issu de la mouvance islamiste. Puis un véritable bras de fer entre Erdogan et les manifestants a eu lieu, le Premier ministre préférant employer la force plutôt que privilégier le dialogue. Les émeutes ont dégénéré, faisant plusieurs morts et plusieurs milliers de blessés à travers le pays. » (*LeParisien.fr, 03/07/2013*) « Après plusieurs semaines d'une intense mobilisation dans le parc Gezi, le gouvernement a fait la promesse aux représentants du mouvement de respecter les décisions de justice concernant ce vaste projet, lancé en 2011 par la municipalité. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 04/07/2013*) « La municipalité, qui prévoyait initialement de sacrifier les arbres, y a planté des dizaines d'arbres, agrandissant la surface du parc. » (*Challenges.fr, Le Point.fr, AFP, 06/07/2013*)

« La Fédération internationale des droits de l'homme a dénoncé le 12 juillet "une véritable "chasse aux sorcières" contre les acteurs, observateurs, et les secours portés aux manifestants pacifiques" de la place Taksim : des avocats ont été victimes de violences policières dans le palais de justice, des médecins menacés de sanctions pour avoir soigné des manifestants, des journalistes molestés ou victimes de tirs de balles en caoutchouc, des syndicalistes et des militants associatifs visés par des enquêtes menées par la section antiterroriste de la police... » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 19/07/2013*)

Manifestations

La décision de la première cour administrative d'Istanbul « a été saluée comme une victoire par les opposants au projet, qui ont dans la foulée annoncé leur volonté de reprendre le contrôle de "leur" parc. » (*Le Parisien, Le Point.fr, AFP, 06/07/2013*) Les manifestants se sont réunis à l'appel du collectif Solidarité Taksim, composé notamment des chambres d'urbanistes et d'architectes, à l'origine de la contestation.

Interdit au public depuis son évacuation par les forces de l'ordre le 15 juin dernier, le parc Gezi a été rouvert mais à nouveau fermé à plusieurs reprises. Toutefois les manifestations y restent interdites.

« "Les parcs ne sont pas des lieux pour des manifestations [...] Ils doivent servir d'endroit de repos, de tranquillité pour tous les citoyens" » a annoncé le gouverneur d'Istanbul Huseyin Avni Mutlu à l'adresse des protestataires. Aucune manifestation n'y sera désormais tolérée", a-t-il par ailleurs mis en garde « menaçant de repousser les manifestants avec tous les moyens à sa disposition. » (*AFP, 8-9/07/2013*)

Dans ce cadre, plusieurs rassemblements qui tentaient de gagner la place Taksim et le parc Gezi ont été dispersés par les forces de l'ordre et ont fini par des interpellations. De centaines de personnes qui se sont réunies autour du parc Gezi pour « assister au mariage d'un jeune couple qui s'est connu lors du mouvement de contestation » a été également dispersé par l'intervention de la police le 20 juillet. (*Challenges, Le Parisien.fr, Le Point, AFP, 20.07.2013*)

« Nouvelles formes de contestation »

« Après que les manifestants eurent été délogés par la force de la place Taksim, le mouvement de contestation sociale a pris une nouvelle forme. (...) Les opposants se réunissent dans les parcs publics d'Istanbul, et d'autres villes du pays, afin d'y tenir ce qu'ils appellent des forums. Des réunions durant lesquelles ils débattent de la politique menée par le Parti pour la justice et le développement [AKP, au pouvoir] qu'ils accusent de dérive autoritaire." » (*AFP, 08/07/2013*)

Même si les rassemblements sont moins nombreux et attirent moins de monde avec les départs en vacances et le mois de jeûne musulman du ramadan, « il n'en reste pas moins qu'à chaque événement culturel ou sportif, les slogans de Gezi fusent. Le public, venu pour certains avec des masques à gaz, criait "Résistance" vendredi soir [27 juillet] à Istanbul à l'occasion d'un concert d'Iron Maiden, groupe de heavy metal britannique. » (*Challenges.fr, La Parisien.fr, Le Point.fr, AFP, 27/07/2013*)

Erdem Gündüz, le jeune chorégraphe turc avait lancé la protestation de "l'homme à l'arrêt" restant immobile pendant des heures le 17 juin au milieu de la place Taksim et fixant le portrait déployé d'Atatürk, père fondateur de la Turquie moderne. « Alors que des élections municipales et présidentielle sont prévues en 2014, Erdem Gündüz est "persuadé qu'à la rentrée, en septembre, d'une façon ou d'une autre, la mobilisation reprendra". "C'est comme un jeu d'échecs, ils peuvent gagner une partie, mais nous pourrions gagner la seconde, puis placer les meilleurs pions, et à la fin c'est peut-être nous qui allons renverser le roi et crier: Echec et mat." » dit-il dans son interview à AFP. (*Challenges.fr, La Parisien.fr, Le Point.fr, AFP, 27/07/2013*)

Protestation du mouvement féministe Femen

« Une militante du groupe féministe Femen a manifesté vendredi [5 juillet] seins nus dans un aéroport d'Istanbul pour dénoncer la répression des récentes manifestations antigouvernementales en Turquie (...) [en criant] en anglais « Istanbul - Kaboul pour Erdogan, libérez la Turquie » avant d'être interpellée. Les Femen « prient instamment, et avec amour, le peuple turc de ne pas plier face à la répression de Erdogan et de sa police », a commenté le mouvement féministe dans un communiqué, « ne trahissez pas les idéaux de la révolution humaniste qui a débuté à Taksim! » (*LeParisien.fr, LePoint.fr, AFP, 05/07/2013*)

Les décisions contestées du gouvernement turc après les manifestations

Le gouvernement turc a adressé le 10 juillet au Parlement un projet de loi qui limite les pouvoirs de la Chambre des architectes et des ingénieurs turcs (TMMOB) rassemblant 400.000 professionnels, qui « s'est nettement opposée au projet gouvernemental de rénovation du parc Gezi. (...) Les députés de l'opposition ont accusé l'AKP « de chercher à se venger des manifestants en proposant ce projet de loi, qui ferait perdre à la TMMOB son droit de veto sur des projets d'aménagement urbain. (*Les Echos.fr, Reuters, 10/07/2013*)

« Le syndicat des journalistes turcs estime que 72 d'entre eux ont été licenciés, contraints de quitter leur emploi ou de démissionner depuis le début du mouvement de contestation antigouvernementale. (...) » selon le rapport rédigé par le Parti républicain du peuple (CHP) sur la situation des journalistes emprisonnés en Turquie. A l'occasion de la présentation du rapport, Kemal Kilicdaroglu, chef de file du CHP, principale formation de l'opposition a fortement critiqué cette situation en déclarant qu'"il est inacceptable dans une démocratie moderne de jeter un journaliste en prison, de le qualifier de terroriste et de le détenir au motif qu'on n'aime pas l'article qu'il a écrit" » (*Nouvel Observateur, Reuters, 23/07/2013*)

A l'issue des manifestations, « les médias étrangers, CNN, Reuters et la BBC en tête, ont été accusés de tenir un rôle-clé dans cette écriture d'une "propagande" contre le gouvernement. La chaîne américaine a rétorqué, lundi [15 juillet], dans un communiqué, qu'elle "assumait son traitement de la Turquie". La journaliste du service turc de la BBC, Selin Girit, a, elle, été accusée d'être "une espionne britannique" par le tonitruant maire d'Ankara, Melih Gökçek, au point de devenir son bouc émissaire sur Twitter. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 17/07/2013*)

Processus de Paix

Les Kurdes accentuent la pression sur le gouvernement turc pour l'accélération du processus de paix. Les discussions ont débuté en octobre 2012 entre les autorités turques et le chef emprisonné du PKK Abdullah Öcalan afin de mettre un terme au conflit kurde, qui a fait plus de 40 000 morts depuis 1984. « Dans le cadre de ce processus, les rebelles kurdes ont déclaré un cessez-le-feu en mars et commencé en mai à se retirer du territoire turc. Ils réclament en contrepartie des gestes du gouvernement en faveur de la minorité kurde de Turquie.» alors que la Turquie exige tout d'abord le retrait total du PKK. (*Libération, AFP, 19/07/2013*)

« La principale formation politique pro-kurde, le Parti pour la paix et la démocratie (BDP), qui demande au gouvernement d'Ankara d'engager sans attendre des réformes (...) avait appelé à des manifestations [fin juin] dans plusieurs villes, notamment Diyarbakir, Mersin et Adana, lancement d'un "été de mobilisation" pour faire pression sur le gouvernement. Environ 3000 personnes, parmi lesquelles des représentants du BDP, se sont rassemblées dans la soirée dans le centre de Diyarbakir mais ont été empêchées par les forces de sécurité de défiler dans la ville. Quelques manifestants masqués ont attaqué les forces de l'ordre qui ont riposté avec des gaz lacrymogènes et des canons à eau, a rapporté un témoin. (...) Plus tôt dans la journée, quelques centaines de personnes s'étaient heurtées aux forces anti-émeutes dans le district de Cizre, dans la province de Sîrnak, près des frontières de la Syrie et de l'Irak. D'autres rassemblements à Mersin, sur la côte méditerranéenne, n'ont donné lieu à aucun incident.» (*Le Monde.fr, Reuters, 30/06/2013*)

Le gouvernement turc exige le retrait total des militants du PKK

« Le retrait constitue la première phase du processus. Une fois celui-ci terminé, vraisemblablement en automne, le gouvernement turc est censé renforcer les droits de la communauté kurde avec une série de réformes. » (*Les Echos.fr, Reuters, 10/07/2013*) Toutefois aujourd'hui, « seuls 10 % à 15 % du repli auraient été effectués, selon les services de renseignement turcs qui supervisent l'opération. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 23/07/2013*)

« Depuis environ sept mois, les affrontements meurtriers ont cessé. Le premier objectif, l'arrêt des hostilités, a été atteint, estime l'universitaire Fuat Keyman. "Avec mes amis de la commission des sages [un comité consultatif désigné par le gouvernement et composé de journalistes et de membres de la société civile], j'ai observé comment chaque jour qui passe sans drame renforce le soutien populaire au processus", constate-t-il. "Une résolution veut aussi dire que les deux parties vont en bénéficier, s'enrichir économiquement et devenir plus sûres. Ce sera le résultat d'une coopération turco-kurde fondée sur la sécurité, la démocratie et l'économie", poursuit-il. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 23/07/2013*)

« En cas d'enlèvement du processus, une étincelle pourrait suffire à embraser de nouveau toute la région. C'est ce qui a failli se produire fin juin, dans un village proche de Lice, non loin de l'endroit où Abdullah Öcalan fonda le PKK en 1978 » explique Guillaume Perrier. « Un manifestant a été tué par l'armée. Les soldats ont fait feu contre 200 villageois qui protestaient contre l'extension de la caserne et la militarisation à outrance de leur région. La construction de nouveaux postes militaires, la poursuite des vols de drones au-dessus des camps du PKK en Irak et du recrutement de miliciens kurdes pro-gouvernementaux sont vus par la guérilla comme des preuves du manque de sincérité d'Ankara. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 23/07/2013*)

Le PKK lance un « dernier avertissement » à Ankara

« Les militants séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont adressé vendredi [19 juillet] ce qu'ils présentent comme "un dernier avertissement" à la Turquie pour qu'elle accélère le processus de paix. » (*Les Echos.fr, Reuters, 19/07/2013*) « Il est clair que le gouvernement de l'AKP (le Parti de la justice et du développement, islamo-conservateur, au pouvoir, ndlr) mène des actions pour saboter le processus », a ajouté l'organisation, [dans un communiqué cité par l'agence de presse kurde Firat] reprochant notamment aux autorités la construction de nouvelles casernes et le maintien de milices kurdes supplémentaires de l'armée. » (*Les Echos.fr, Reuters, AFP, 19/07/2013*)

« Outre la libération d'Abdullah Öcalan, la principale revendication du PKK, le gouvernement est attendu sur la réforme de la Constitution, sur la décentralisation de l'Etat et sur l'abaissement du "barrage" de 10 % aux élections. Ce seuil électoral, nécessaire pour qu'un parti puisse siéger au Parlement, entrave la représentation politique du BDP. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 23/07/2013*)

Les rebelles attendent également « l'autorisation pour une délégation indépendante de médecins de rendre visite à Abdullah Öcalan dans son île-prison d'Imrali (nord-ouest), et plus généralement un droit de visite régulier au dirigeant. » (*Libération, AFP, 19/07/2013*)

Le PKK insiste pour que le gouvernement turc « lance sans attendre la "phase 2" des accords de paix, portant sur des réformes en faveur de la minorité kurde. » (*Les Echos.fr, Reuters, 19/07/2013*) En outre, l'organisation accuse la Turquie « de soutenir les groupes islamistes qui affrontent les Kurdes dans le nord de la Syrie. » (*Les Echos.fr, Reuters, 19/07/2013*)

Dans les jours suivant cet « avertissement », une bombe a explosé le 24 juillet devant un commissariat de police à Izmir, troisième métropole de Turquie qui abrite une importante communauté kurde. Cependant l'attentat n'a pas été revendiqué. (*Le Figaro.fr, AFP, 25/07/2013*)

« Un partisan de la ligne dure promu à la direction du PKK »

La nomination, début juillet, à la tête du KCK (Union des Communautés du Kurdistan branche politique du PKK), de Cemal Bayik, réputé proche de l'Iran et de la Syrie, et considéré comme un "faucou et partisan d'une ligne dure face au gouvernement turc, à la place de Murat Karayilan, considéré comme un modéré a été perçue[e] comme un signal négatif par la Turquie. (*Le Monde, Guillaume Perrier, 23/07/2013 ; Les Echos.fr, Reuters, 10/07/2013*)

« Les rebelles kurdes de Turquie ont annoncé aujourd'hui [31 juillet] qu'ils donnaient jusqu'au 1er septembre au gouvernement turc pour prendre des mesures concrètes concernant la résolution du conflit

kurde. "A ce moment là, bien entendu, le mouvement de libération et le peuple kurde vont se défendre contre cette épuration. Ils se défendront de la même façon qu'ils ont mené un combat défensif jusqu'à présent", a dit Cemil Bayik (...). "Notre dirigeant Apo (Abdullah Öcalan) a proposé la création de huit commissions. Il veut que ces commissions soient constituées, qu'elles préparent et présentent au parlement des propositions de loi pour la démocratisation et la résolution" de la question kurde, a poursuivi Cemil Bayik. » (*Le Figaro.fr, AFP, 31/07/2013*)

« Öcalan assure que la paix avec Ankara avance »

« Pour tenter de relancer le dialogue, une entrevue a été autorisée, dimanche 21 juillet, sur l'île-prison d'Imrali, entre Abdullah Öcalan, qui purge une peine de réclusion à vie, et deux hauts responsables du Parti pour la paix et la démocratie (BDP),(...). Cette visite à Imrali est la huitième depuis l'officialisation par l'entourage de M. Erdogan, fin décembre, qu'un nouveau processus de paix était engagé avec le PKK. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 23/07/2013*)

« "Le processus que nous avons entamé se poursuit avec sérieux et rigueur", a déclaré M. Öcalan (...) [Il] a exhorté le Parlement turc à "apporter sa contribution à un règlement historique" du conflit kurde en adoptant avec la rentrée parlementaire, le 1er octobre, une série de réformes démocratiques réclamées par les Kurdes. "Les mesures qui seront adoptées concerneront les intérêts de toute la Turquie", des Turcs et des Kurdes, a-t-il estimé. Le chef rebelle s'est par ailleurs une nouvelle fois plaint de ses conditions carcérales qui ont été améliorées ces derniers mois, demandant à s'adresser directement à la presse depuis sa prison "dans le but de faire avancer le processus de paix". (...) Öcalan a enfin exhorté les parties au conflit à "éviter soigneusement les attitudes susceptibles de compromettre le processus en cours". » (*Challenges.fr, Le Parisien, Le Point, AFP, 21/07/2013*)

« Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par les Etats-Unis, l'Union européenne et la Turquie, ne cherche plus à créer un Etat indépendant dans le sud-est de la Turquie, comme lors du déclenchement de l'insurrection, mais réclame un régime d'autonomie. » (*Les Echos.fr, Reuters, 19/07/2013*)

3. Economie

L'économie turque subit un ralentissement

La Turquie subit actuellement un ralentissement économique en raison des conjonctures internationale et nationale, affectée notamment par la récession dans la zone euro, son principal partenaire économique, les incertitudes sur le programme de rachats d'actifs de la Banque centrale américaine (Fed) ainsi que le mouvement de contestations contre le gouvernement. (*Les Echos, AFP, 30/07/2013*)

« Après une grave crise financière qui l'a frappée en 2001, l'économie turque est entrée dans une période de forte croissance, avec des pics de plus de 8 % en 2010 et 2011. Mais victime d'une conjoncture internationale déprimée, le taux de croissance turc est retombé à 2,2 % en 2012. » (AFP, 25/07/2013) Actuellement, « Le gouvernement prévoit un ralentissement de la croissance à 4% cette année. » (*Les Echos, AFP, 30/07/2013*)

Le ministre des Finances Mehmet Simsek a indiqué [le 24 juillet] « La Turquie pourrait être amenée à réviser à la baisse ses objectifs de croissance pour 2013 qui sont actuellement de 4 % en raison de la conjoncture internationale (...) " Les décisions de la Fed (la Banque centrale américaine) et la conjoncture internationale ont provoqué des risques pour une révision à la baisse", a-t-il dit dans un entretien à la chaîne d'information NTV. (...) M. Simsek a expliqué que la question primordiale pour la Turquie était la situation dans la zone euro, principale partenaire commerciale de son pays. » (AFP, 25/07/2013)

« "Le ministre a annoncé ce dont tout le monde se doutait. C'est que la prévision de 4% (de croissance) pour cette année devient de plus en plus improbable", a indiqué Muammer Kömürçüoğlu, économiste à la banque ING. Selon cet analyste, la banque centrale pourrait dans les mois à venir décider de relever de nouveau ses taux, éventuellement de plusieurs centaines de points de base, afin d'attirer les capitaux étrangers, essentiels pour la santé et la croissance de l'économie turque. L'avis est partagé par les analystes de la banque Barclays, qui estiment que la Banque centrale turque pourrait être amenée à remonter ses taux une nouvelle fois si la FED devait commencer à l'automne à retirer son soutien à l'économie américaine. » (*Le Parisien.fr, AFP Burak Akıncı, 30/07/2013*)

Une série de contestations contre le gouvernement a marqué le début du mois de juin. « Ce brusque réchauffement du climat politique, qui se poursuit tout en ayant perdu un peu de sa virulence, a déjà eu des conséquences sur l'économie réelle. L'afflux de touristes étrangers à Istanbul, la grande métropole turque d'où est partie la fronde, a connu un coup d'arrêt en juin. Les pertes de la Bourse d'Istanbul depuis fin mai se chiffrent, elles, à près de 15%. » (*Le Figaro.fr, AFP, 10/07/2013*)

« Les analystes estiment néanmoins que les manifestations ne sont pas la cause principale de la dépréciation. (...) L'agence de notation Fitch a, elle, estimé mercredi [10 juillet] dans un communiqué que les incidents en Turquie entraînent dans les limites de "tolérance" de sa note souveraine, BBB-, relevée en novembre. » (*Le Figaro.fr, AFP, 10/07/2013*)

« Malgré les récentes troubles meurtrières et la vulnérabilité aux flux rapides de capitaux étrangers, la Turquie, partenaire commercial de la zone euro "pourrait même réussir une croissance de 5% par an" après 2015, grâce à son vaste marché intérieur » a déclaré William Jackson, analyste de Capital Economics basé à Londres. (*Le Parisien.fr, AFP, 26/07/2013*)

Certains experts soulignent tout de même des points de fragilité de la Turquie. Dorothee Schmid, responsable de la Turquie contemporaine à l'Institut français des relations internationales (Ifri) l'explique « "par sa situation géographique dans une zone de bouleversements majeurs qui secouent les pays voisins de la Turquie : Syrie, Irak et Iran, des marchés alternatifs vers lesquels la Turquie du gouvernement AKP du premier ministre Recep Tayyip Erdogan s'était tournée, après avoir noué des relations politiques et commerciales importantes ces dernières années." À la différence d'autres pays émergents, comme l'Inde, la Chine ou le Brésil, la Turquie n'a pas de ressources propres et, pour financer sa croissance, elle a besoin des investissements étrangers, d'où une situation très volatile.». (*La Croix, Agnès Rotivel, 23/07/2013*)

Selon Anne Cheyvialle, « La situation est d'autant plus fragile que le déficit courant - estimé à 6,3 % du PIB en 2013 et 6,8 % en 2014 - est financé par des capitaux extérieurs souvent spéculatifs, avec des besoins de financement extérieur évalués à 220 milliards de dollars en 2013. En outre, le pays manque d'investissements directs, même si l'économie est assez diversifiée. En cause, la structure du capitalisme, très fermé, assis sur de grandes familles turques. » (*Le Figaro, Anne Cheyvialle, 14/07/2013*)

« Quelque 3 milliards de dollars ont déserté les marchés turcs ces dernières semaines en raison de la conjoncture financière mondiale et de la fronde politique contre le gouvernement d'Ankara, a affirmé mercredi [17 juillet] le vice-Premier ministre turc, Ali Babacan. (...) "Dans la période du 17 mai au 5 juillet (...) il y a eu une sortie de capitaux de l'ordre de 3 milliards" de dollars, a-t-il souligné, ajoutant que les capitaux avaient commencé à revenir en Turquie après le 5 juillet. » (*AFP, 17/07/2013*)

L'inflation turque en hausse

« L'indice des prix à la consommation en Turquie a augmenté de 0,76 % entre mai et juin. Il en résulte une hausse de 8,3 % en glissement annuel, contre 6,5 % le mois dernier. » (*Les Echos, 04/07/2013*) « La Banque centrale turque a fortement relevé mardi [30 juillet] sa prévision d'inflation pour 2013, la portant de 5,3% à 6,2% » en tenant compte du taux de change et de l'évolution des prix du pétrole. (*Les Echos, AFP, 30/07/2013*)

« La Banque centrale lutte depuis plusieurs semaines pour soutenir la monnaie turque, la livre turque, et endiguer la progression de l'inflation. La devise nationale a perdu 8% face au dollar depuis début mai. » (*Les Echos, AFP, 30/07/2013*) « Pour défendre sa monnaie, la banque centrale [a vendu] ses réserves en dollars. » (*Le Figaro, Anne Cheyvielle, 14/07/2013*) En début juillet elle a vendu, en deux semaines, plus de 6 milliards de dollars. (*Le Point.fr, AFP, 15/07/2013*)

« Malgré le ralentissement de la croissance, [l'inflation] pourrait même rester élevée dans certains pays comme la Turquie, le Brésil ou l'Inde (deux pays où les défaillances dans les infrastructures comme les transports entretiennent la hausse des prix et, par ricochet, des salaires), anticipe Goldman Sachs. (...) » (*Le Point.fr, Marc Vignaud, 31/07/2013*)

Taux d'intérêt relevés pour soutenir la lire turque

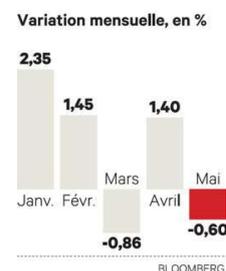
« Les incertitudes sur le programme de rachats d'actifs de la Fed ont sérieusement affecté l'ensemble des marchés émergents. » (*AFP, 25/07/2013*) « Les investissements en Turquie ont également été perturbés par les manifestations le mois dernier contre le gouvernement du Premier ministre Tayyip Erdogan. La livre est remontée à 1,9081 pour un dollar, contre 1,9153 avant l'annonce, et le rendement de l'obligation turque à 10 ans est retombé de 8,69% à 8,49%. Tayyip Erdogan a longtemps privilégié une politique de taux d'intérêt bas dans la crainte d'un ralentissement de la croissance à l'approche des élections. » (*Reuters, 23/07/2013*)

« La semaine dernière, le comité monétaire de la Banque centrale de Turquie a relevé de 0,75%, à 7,25%, le taux d'intérêt à court terme, dans le cadre des efforts pour soutenir la livre turque, le pays ayant récemment subi, à l'instar d'autres pays émergents, d'importants retraits de liquidités. » (*Les Echos, AFP, 30/07/2013*)

« Si les remèdes appliqués en Inde et en Turquie permettent de stabiliser la roupie et la livre turque à court terme, ils ne règlent en rien les problèmes fondamentaux de déséquilibres externes. La question du financement externe va continuer d'influencer le cours de ces devises », estime l'équipe de Morgan Stanley. (*Les Echos, H. Go, 17/07/2013*)

L'industrie turque ralentit

« En mai, la production industrielle turque a diminué de 0,6 % par rapport à avril, alors qu'elle avait augmenté de 1,4 % le mois précédent. En glissement annuel, l'industrie reste orientée à la hausse pour le cinquième mois consécutif, mais la progression n'est plus que de 1 % en mai, contre 3,5 % en avril. » (*Les Echos, 09/07/2013*)



Forte baisse du tourisme en Turquie

« Les manifestations de juin en Turquie ont fortement pesé sur l'industrie touristique, avec un plus bas de sept mois pour le nombre de visiteurs étrangers, mais les stations balnéaires ont été moins gravement affectées.

Après une croissance à deux chiffres en avril et en mai, le nombre d'arrivées en juin a connu seulement une hausse de 4,93% par rapport à juin 2012, le résultat le plus bas depuis novembre dernier. Les revenus du tourisme se sont établis à 22,8 milliards de dollars de fin mai 2012 à fin mai 2013, selon les chiffres de la banque centrale turque, alors que le déficit du compte courant s'élevait à 53,6 milliards de dollars. » (*Les Echos, Reuters, 25/07/2013*)

Alstom remporte trois contrats en Turquie

Le groupe français « Alstom a remporté vendredi [26 juillet] trois contrats d'équipement de centrales hydroélectriques en Turquie auprès de différents électriciens locaux, d'une valeur totale d'environ 100 millions d'euros, qui viennent conforter sa position dans ce pays et prolonger une série d'accords commerciaux annoncés ces jours-ci. » (*Le Point.fr, AFP, 26/07/2013*)

« Ces contrats concernent les projets d'Alpaslan II (292 mégawatts), Kaleköy Supérieur (636 MW) et Tepekisla (72 MW), a précisé le spécialiste des infrastructures d'énergie dans un communiqué. Alstom fournira notamment des turbines, des alternateurs, des transformateurs et des systèmes de contrôle pour ces projets. » (*Le Figaro.fr, Reuters, 26/07/2013*)

« Dans le détail, le premier des trois futurs barrages concernés est le projet Alpaslan II : l'équipementier industriel français fournira dans ce cadre deux turbines Francis verticales de 115 MW, et deux turbines de 31 MW, soit 292 MW de capacité au total. 'Alstom fournira également la vanne principale d'entrée, l'alternateur, le transformateur élévateur, le poste de haute tension et le système de contrôle', indique le groupe.

Pour le second des projets en question, Kaleköy Supérieur, Alstom 'fournira une turbine Francis verticale de 30,6 MW et un alternateur, ainsi que l'ensemble des installations électriques, y compris le poste de haute tension de 380kV, les transformateurs élévateurs, le système de contrôle et des équipements électriques auxiliaires.'

Enfin, Alstom dotera le projet Tepekisla 2 de 'deux turbines horizontales Kaplan de type 'SAM' 3 de 35 MW, les vannes principales d'entrée, les alternateurs, et un groupe turboalternateur horizontal écologique Francis de 4 MW.' Il est précisé que 'les turbines de Tepekisla, qui affichent chacune une puissance de 35 MW, établiront un record mondial dans leur catégorie, confirmant ainsi le leadership d'Alstom dans les projets hydroélectriques 'à faible chute'.'» (*CCFT, CercleFinance.com, 26/07/2013*)

« Avec près de 3 500 gigawattheures (GWh) par an, ces trois projets apporteront une contribution significative à la production d'énergie renouvelable en Turquie, qui représente au total près de 242000 GWh annuels. "Ces contrats témoignent de la confiance dans le savoir-faire et l'expérience d'Alstom. Nous sommes fiers de poursuivre notre coopération avec la Turquie", a commenté Adil Tekin, Président d'Alstom Turquie. » (*CCFT, AOF, 26/07/2013*)

« Présent en Turquie depuis 50 ans, Alstom rappelle qu'il est le premier fournisseur de la Turquie en équipements "hydro" : il a fourni plus de 50% des générateurs hydroélectriques du pays depuis plus de 60 ans. » (*CCFT, CercleFinance.com, 26/07/2013*)

« Hyundai étend son site de production européen en Turquie »

« Hyundai Motor fait passer la capacité de production de son usine turque à un demi-million d'unités par an. Signe de la bonne santé du constructeur coréen comme de ses ambitions en Europe.

Construite en 1997, l'usine Hyundai Assan Otomotiv Sanayi (HAOS) d'İzmit en Turquie est le plus ancien site de production de Hyundai, en dehors de la Corée. Capable à l'origine de produire 60 000 véhicules par an, l'usine s'est dotée en 2007 d'une équipe supplémentaire qui lui a permis de porter sa capacité annuelle à 125 000 unités. A partir de 2014 et grâce à un investissement de 475 millions d'euros, sa capacité de production devrait atteindre 200 000 véhicules par an.

Fort de cette capacité accrue, ce site sera en mesure de produire la future i10, en plus de la nouvelle i20, les deux citadines de la marque. L'expansion de l'usine HAOS d'İzmit en Turquie a parallèlement contribué à créer 2 804 emplois supplémentaires sur le site Hyundai et d'étendre son parc fournisseurs. C'est le succès de l'usine HAOS, dans laquelle Hyundai a investi plus d'un milliard d'euros au total qui a incité le constructeur coréen à construire en 2007 un second site de production en Europe, baptisé Hyundai Motor Manufacturing Czech. (...) Ainsi, fort de ces 2 usines, la marque Hyundai affirme que sur l'ensemble de ces véhicules vendus en Europe : 95 % sont conçus et développés en Europe et 90 % seront également produits dans cette région à l'horizon 2014.» (*Challenges.fr, 17/07/2013*)

« ThyssenKrupp: gros contrat pour un tunnel en Turquie »

« ThyssenKrupp annonce avoir remporté un contrat majeur en Turquie, portant sur la fourniture de matériel pour un tunnel de près de 14 kilomètres dans le détroit de Bosphore. Le projet, baptisé 'Marmaray', permettra de relier l'Europe et l'Asie. Outre la construction d'un nouveau tronçon et de 36 stations, il comprend également la rénovation de 63 kilomètres de voies existantes. ThyssenKrupp Elevator fournira 191 ascenseurs et 155 escalateurs, le plaçant parmi les principaux fournisseurs du contrat. Le client est une joint-venture espagnole constituée de Obrascón Huarte Lain (OHL) et Invensys Rail Dimetronic. » (CCFT, *Cercle Finance*, 12/07/2013)

Allianz se développe en Turquie

Dans un entretien accordé aux Echos, Dieter Wemmer, Membre du directoire d'Allianz, en charge des finances, du contrôle et des risques, souligne que les pays émergents représentent aujourd'hui 10 % de leur chiffre d'affaires. GAN Eurocourtage, filiale de Groupama et Yapi Kredit en Turquie sont cités parmi les acquisitions de complément qui viennent renforcer les opérations existantes d'Allianz cette année. « L'acquisition de Yapi Kredit en Turquie est un pas important. Elle fait de nous le premier assureur local dans un pays aussi peuplé que l'Allemagne mais beaucoup plus jeune. Il n'en reste pas moins que les marchés émergents ne peuvent pas être la réponse à tout. Ils ne connaîtront pas une croissance sans heurt pendant des années encore. » ajoute Wemmer. (*Les Echos*, *Laurent Thevenin*, 22/07/2013)

GL Events renforce sa présence en Turquie

Le leader mondial de l'événementiel « GL Events a renforcé sa présence sur des zones stratégiques à fort potentiel ce semestre, enregistrant 29% de croissance en Turquie, 73% au Brésil, et 86% en Afrique du Sud, ainsi que des expansions à deux chiffres en Chine et au Moyen Orient. Le volume d'affaires réalisé dans les émergents s'est ainsi accru de 55%, à plus de 100 millions d'euros. » (*Les Echos.fr*, *Martine Robert*, 25/07/2013)

« Renault face au ralentissement des pays émergents »

« Au Maghreb et en Turquie, Renault reste bien implanté et écoule près de 200 000 véhicules, en hausse de 6,7 %. Mais la performance la plus prometteuse à long terme est celle réalisée en Asie, et en Inde plus particulièrement. (...) Reste qu'un autre nuage commence à inquiéter les observateurs : le ralentissement des émergents. Le cabinet Bernstein estime que la demande va ralentir en Turquie, au Brésil, en Inde et en Russie, les actuels foyers de croissance de Renault. » (*Le Monde*, *Philippe Jacqué*, 12/07/2013)

« Ekinops: Türk Telekom choisit la solution 100G »

« Türk Telekom International, fournisseur de transport de données et de services vocaux fixes et mobiles du groupe Türk Telekom, a déployé avec succès la solution Ekinops 100G sur son réseau entre l'Allemagne et l'Ukraine, où il se raccorde au réseau de Datagroup, grand opérateur ukrainien de télécommunications, pour créer une voie ultra-rapide 100G à faible latence jusqu'en Russie, sur une distance totale de 3.600 kilomètres.

Türk Telekom International, l'un des premiers opérateurs alternatifs de télécommunications en Europe centrale, en Turquie, au Moyen-Orient et au-delà, et Datagroup ont tous deux choisi Ekinops comme fournisseur de la technologie de transport optique 100G afin de créer une liaison ultra-haut débit sans discontinuité entre leurs multiples réseaux distincts.» (CCFT, *Cercle Finance*, 24/07/2013)

Eataly ouvre un magasin à Istanbul

La chaîne italienne de magasins de produits alimentaires, associée à la famille Zorlu en Turquie, poursuit ses projets à l'international, trois ans après son installation à New York. Luca Baffigo, Directeur général et co-fondateur d'Eataly a annoncé l'ouverture d'un magasin au Zorlu Center à Istanbul le 22 septembre. « Puis suivront l'ouverture de Dubaï en octobre et, à la mi-novembre, notre second magasin aux Etats-Unis, à Chicago. » (*Les Echos, Pierre de Gasquet, 23/07/2013*)

Le prix World Entrepreneur 2013 est remis à Hamdi Ulukaya (Chobani)

« Le prix World Entrepreneur of the Year a été remis début juin à Monaco par Ernst & Young, à Hamdi Ulukaya, fondateur des yaourts grecs Chobani. (...) Parti de rien en 2005, l'entrepreneur a misé sur ce produit peu connu aux Etats-Unis et en a fait un véritable phénomène. (...) En 2001, âgé d'à peine 30 ans et face à la mauvaise qualité de la feta vendue sur le sol américain, il crée sa première entreprise sous le nom d'Euphrates Feta.

Puis, en 2005, il rachète à Kraft Foods une usine de produits laitiers et fonde la société Chobani, spécialisée dans la production de yaourts grecs. L'entrepreneur flaire la bonne affaire. En 2007, date de mise en vente du premier yaourt dans les rayons New Yorkais, le grec représentait seulement 1 % du marché des yaourts contre 42 % aujourd'hui. (...)

Aujourd'hui, six ans après son lancement, Chobani détient 18 % du marché des yaourts mais doit compter sur de nouveaux concurrents, Danone et Yoplait en tête. Chaque année, grâce à ses 3.000 employés, la marque réalise près d'un milliard de chiffre d'affaires. Mais Hamdi Ulukaya reverse 10 % de ses bénéfices à sa fondation Sheperd's Gift Foundation, finançant divers projets caritatifs. (*Les Echos, Camille Boulate, 24/07/2013*)

4. Europe

« L'Europe demande à Ankara de sanctionner les violences policières »

« Le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe a invité lundi [8 juillet] la Turquie à enquêter sur les violences policières commises lors des manifestations autour de la place Taksim à Istanbul et à sanctionner les coupables. (...) "Tous les cas d'usage excessif de la force par la police doivent faire l'objet d'une enquête approfondie et être sanctionnés en conséquence", déclare Nils Muiznieks dans un communiqué publié à Strasbourg. Il rappelle que l'absence d'enquête "effective" sur les violences commises par les agents de l'Etat constitue, en soi, une faute sanctionnée par la Cour européenne des droits de l'homme, qui a condamné la Turquie à de nombreuses reprises à ce sujet.

Le Commissaire aux droits de l'homme, qui rentre d'une visite de cinq jours à Istanbul et Ankara, souligne qu'il a recueilli de nombreuses allégations de violations des droits de l'homme commises par les forces de l'ordre, tant par des témoins qu'au travers de photos, films vidéo et rapports médico-légaux. (...) "Les manifestants qui ont eu recours à la violence doivent, bien entendu, assumer les conséquences de leurs actes, mais la priorité absolue de tout Etat démocratique doit être de combattre l'impunité pour préserver la confiance des citoyens envers les forces de l'ordre", dit-il. » (*Les Echos.fr, Reuters, 08/07/2013*)

Turquie - Allemagne

Lors d'un entretien accordé aux journalistes européens, à la veille d'une conférence européenne organisée le 3 juillet à Berlin, la chancelière allemande, Angela Merkel s'est exprimée sur la place de la Turquie en Europe après les événements récemment survenus dans le pays. « La Turquie est un

partenaire très important et très étroit pour l'Europe. Nous menons avec la Turquie des négociations d'adhésion sur la base d'un processus évolutif. Après les événements de ces dernières semaines, l'Europe ne pouvait pas continuer comme si de rien n'était car les droits de l'homme ne sont pas négociables. Le compromis que nous avons trouvé et qui permet d'ouvrir le prochain chapitre des négociations d'adhésion au mois d'octobre après la présentation du rapport de suivi de la Commission européenne tient compte de ces deux aspects. » (*Le Monde.fr*, 03/07/2013)

5. International

Turquie – Syrie

Affrontements entre Kurdes et insurgés islamistes près de la frontière turco-syrienne

« Les tensions sont vives à la frontière entre [la Turquie et la Syrie], en raison du conflit syrien et de heurts qui ont opposé la minorité kurde syrienne à des insurgés islamistes en lutte contre le président Bachar al Assad. » (*Les Echos.fr*, *Reuters*, 23/07/2013)

Les combattants du Parti de l'union démocratique (PYD) - considéré comme la branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une formation séparatiste kurde de Turquie, - et les rebelles syriens de l'Armée syrienne libre (ASL) luttent pour le contrôle des champs pétrolifères du nord-est du pays. Les combats sont concentrés autour de la ville syrienne de Ras al Ain qui se situe près de la ville-frontière turque Ceylanpinar. Le PYD a « pris le contrôle de la majeure partie de Ras al Ain, jusqu'alors aux mains d'insurgés du Front al Nosra, une organisation liée à al-Qaïda. » (*Lefigaro.fr*, *Les Echos.fr*, *Reuters*, 17/07/2013)

« Plusieurs affrontements se sont déjà produits ces derniers mois entre rebelles syriens et groupes kurdes à Rass al-Ain, située à l'intersection de zones de peuplement arabe et kurde. Les combats ont provoqué la panique à Ceylanpinar » (*Le Figaro.fr*, *Le Nouvel Observateur*, *Le Parisien.fr*, *Le Point.fr*, *AFP*, 26/07/2013)

A l'occasion de la visite à Istanbul de Saleh Muslim, chef du Parti de l'Union démocratique (PYD) le 26 juillet, Erdoğan a affirmé que « La Turquie a mis en garde les Kurdes de Syrie contre toute initiative "malvenue et dangereuse" en vue de l'établissement d'une entité séparatiste à la frontière entre les deux pays, (...). Saleh Muslim (...) [avait annoncé quelques jours plutôt] l'intention du PYD et d'autres groupes de constituer un conseil indépendant afin de gouverner les régions kurdes de Syrie jusqu'à la fin du conflit en Syrie. Ces propos inquiètent Ankara, qui a de son côté engagé au printemps un fragile processus de paix avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). » (*Reuters*, 26/07/2013)

« Le Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, a tenu mercredi [24 juillet] une réunion de ses principaux ministres, et de responsables de l'armée et du renseignement. » Ankara craint que les affrontements ne débordent en Turquie et que « l'émergence d'une région kurde autonome en Syrie ne profite aux militants séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui menacent de mettre fin au processus de paix engagé avec le gouvernement turc pour mettre fin à trente ans d'insurrection. » (*Le Nouvel Observateur*, *Reuters*, 27/07/2013)

L'armée turque à la frontière turco-syrienne

Plusieurs personnes ont perdu la vie à Ceylanpinar, en Turquie victimes des balles perdues et obus en provenance de Syrie dans le cadre des affrontements entre l'ASL et le PYD. « L'armée turque a annoncé [le 17 juillet] avoir répliqué à des tirs venant de Syrie, qui ont atteint un commissariat de police et plusieurs maisons. » Trois personnes dont deux adolescents ont été tuées par des balles perdues les 16 et 24 juillet. Un homme a été tué et ses trois enfants blessés lorsqu'un obus de mortier, tiré de Syrie a atteint le jardin de leur maison le 26 juillet. (*Reuters*, 16-17-27/07/2013)

Les gardes frontaliers turcs à Hatay, en ripostant aux tirs d'un groupe de huit personnes qui tentaient de passer illégalement de Turquie en Syrie le 22 juillet, ont tué un civil parmi eux dont la nationalité n'a pas été précisée. « Avec son terrain accidenté et son épaisse végétation, la région de Hatay [à la frontière avec le nord-ouest de la Syrie] est un point de passage de la frontière relativement facile pour les trafiquants ainsi que pour les rebelles syriens, tout comme pour les réfugiés fuyant les combats de Syrie. » (*Les Echos.fr, Reuters, 23/07/2013*)

« Les forces armées turques ont dispersé à la frontière syrienne un millier de personnes qui tentaient de faire passer du carburant en contrebande en Syrie, rapporte l'armée. Aucune victime n'a été recensée lors de cet incident qui a eu lieu lundi [29 juillet] près de la ville d'Ogultupinar, dans la province de Hatay, au cours duquel les forces turques ont usé de gaz lacrymogène et tiré des coups de feu en l'air. L'armée a précisé que 6.000 litres de gazole avaient été saisis, ce qui témoigne de la généralisation de la contrebande de carburant et d'autres biens le long de la frontière entre la Turquie et la Syrie, qui est longue de 900 km. » (*Les Echos.fr, Reuters, 30/07/2013*)

Les derniers affrontements en Syrie ont à nouveau poussé « plusieurs centaines de Syriens à passer ces derniers jours en territoire turc, ont souligné les médias. La Turquie accueille déjà près de 500.000 réfugiés syriens. » (*Le Figaro.fr, Le Nouvel Observateur, Le Parisien.fr, Le Point.fr, AFP, 26/07/2013*)
« Le nombre de personnes fuyant la guerre civile en Syrie s'est accru pour atteindre une moyenne de 6.000 réfugiés par jour en 2013, soit un niveau jamais vu depuis le génocide commis au Rwanda en 1994. » (*Les Echos.fr, Le Point.fr, Reuters, 16/07/2013*)

L'université d'Alep retire à Erdogan son doctorat honoris causa

« L'université syrienne d'Alep a retiré le doctorat honoris causa qu'elle avait décerné en 2009 au Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan en raison de son soutien aux rebelles syriens et de la "répression" des manifestants turcs, selon les médias officiels. L'agence officielle Sana a annoncé que le doctorat de M. Erdogan lui était retiré à cause des "complots qu'il a tramés contre le peuple syrien" et en raison de la violence "arbitraire" utilisée contre des manifestants en Turquie. Le doyen de l'université d'Alep, Khodair Orfaly, cité par Sana, a décrit cette décision comme "un message de solidarité au peuple amical de Turquie, qui rejette la politique hostile d'Erdogan". » (*AFP, 16/07/2013*)

Turquie – Etats-Unis

« Espionnage américain : la Turquie réagit »

« La Turquie a convoqué le chargé d'affaires de l'ambassade des Etats-Unis sur des allégations d'espionnage révélées par la presse européenne et réclamé des explications, a annoncé [le ministère des Affaires étrangères le 3 juillet].

"Les allégations publiées dans la presse européenne (...) qui concernent 38 pays, dont la Turquie, sont inquiétantes", précise un communiqué, soulignant que la Turquie a demandé au diplomate américain des "explications" sur ces révélations d'écoutes et de surveillance des communications mondiales. Le chef de la diplomatie turque, Ahmet Davutoglu, s'est entretenu [le 2 juillet] de cette question avec son homologue américain, John Kerry, en marge d'un sommet Asie-Pacifique au Brunei, note le document qui souligne les "rapports d'alliance (au sein de l'Otan) entre la Turquie et les Etats-Unis remontant loin dans l'Histoire et bâtis sur la transparence, la confiance mutuelle et la coopération". "La Turquie évaluera cette question à la lumière des réponses qui seront obtenues de la part des autorités américaines", ajoute le communiqué. » (*Lefigaro.fr, AFP, 03/07/2013*)

Turquie – Grèce

Deux extrémistes turcs arrêtés

« Deux membres d'une organisation extrémiste turque ont été arrêtés dans les eaux territoriales grecques à bord d'un bateau chargé d'armes se dirigeant vers la Turquie, a annoncé [le 31 juillet] à Ankara le ministre turc de l'Intérieur, Muammer Guler. L'un d'eux, Hasan Biber, est membre du Parti de libération populaire révolutionnaire-Front (DHKP-C), soupçonné d'être responsable d'une attaque lancée cette année contre le siège du parti AKP au pouvoir, a dit le ministre à la presse. Etats-Unis et Turquie considèrent le DHKP-C comme une organisation terroriste. (...) Trois Grecs et trois étrangers ont été arrêtés en liaison avec cette interception. Ils devaient comparaître mercredi [31 juillet] en fin de journée devant un procureur de Chios. » (*Le Figaro.fr, Reuters, 31/07/2013*)

Turquie – Somalie

Attentat-suicide devant l'ambassade de Turquie à Mogadiscio

« Un attentat-suicide à la voiture piégée a visé samedi après-midi [le 27 juillet] l'ambassade de Turquie à Mogadiscio, faisant au moins un mort et trois blessés parmi les policiers turcs en charge de la protection de l'enceinte diplomatique, a-t-on appris de source officielle turque. (...) Selon une source diplomatique turque ayant requis l'anonymat, l'attaque a été menée par trois kamikazes, qui tous trois ont perdu la vie. Deux d'entre eux ont été tués par les services de sécurité de l'ambassade "avant qu'ils puissent faire fonctionner leur bombe", tandis que "le troisième a pu se faire exploser", selon cette même source. (...) Dans son communiqué, le gouvernement turc a condamné cette "attaque perfide", et réclamé l'arrestation rapide de ses responsables, assurant que "la Turquie continuera d'être aux côtés du peuple frère somalien et de l'aider".

La Turquie joue un rôle actif en Somalie, notamment dans le domaine humanitaire et de la reconstruction, depuis que les islamistes shebab ont été chassés en août 2011 de la capitale somalienne par une force de l'Union africaine (Amisom). Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan s'était rendu peu après à Mogadiscio en visite officielle.» (*Le Parisien.fr, AFP, 27/07/2013*)

6. Turquie

La légitimité de la police turque

En commentant l'action des forces de l'ordre contre les manifestants durant les récentes émeutes en Turquie, un représentant du syndicat de police Emniyet-Sen a affirmé : "il y a eu des dérapages individuels de policiers durant les protestations et les fautifs doivent être blâmés". Mais pour lui, ils n'ont fait qu'appliquer les ordres des supérieurs et ont riposté aux attaques pour se défendre. De l'avis d'Ayse Ayata, sociologue et professeur à l'université technique du Moyen-Orient à Ankara, il s'agit d'abord d'une question de légitimité de la police, [qui a vu ses prérogatives grandir depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002] : "Si elle avait été légitime, il n'y aurait pas eu de clashes. Mais elle n'est plus considérée comme un défenseur de l'ordre public." (...)

Cette légitimité perdue, le syndicat [policier] tente tant bien que mal de la restaurer. (...) "En Turquie, une loi interdit aux policiers en activité de se syndiquer. Si quelqu'un doit manifester, c'est bien nous. Nous avons encore moins de droits que les autres." [ajoute le représentant d'Emniyet-Sen]. Depuis trois mois, lui et six autres représentants du Emniyet-Sen sont en procès contre leur hiérarchie. (...)

Depuis six mois, il y aurait eu vingt et un suicides de policiers. Et six d'entre eux auraient mis fin à leurs jours durant les manifestations. Il n'y a pas eu une ligne à ce sujet dans les journaux. Le gouvernement, lui, fait la sourde oreille devant les demandes du syndicat de créer une cellule de soutien psychologique. [Un jeune policier qui a participé à l'opération dans le parc Gezi décrit] (...) des conditions difficiles de

travail. (...) Il se souvient de la fatigue et de la faim alors qu'ils sont restés 110 heures sur place : dormant dans la rue, ne se changeant pas et se restaurant avec les moyens du bord. (...) Le mois dernier, un de leurs collègues s'est suicidé avec son arme de service. Il a expliqué son geste dans un message sur le mur Facebook de la police. "Je le fais pour la démocratie. Pour que les policiers aient les mêmes droits et soient respectés en tant qu'être humain. Je le fais pour que personne d'autre n'ait à le faire." (*Le Point.fr*, Sarah Vernhes, 31/07/2013)

Le projet de barrage menace le patrimoine culturel Hasankeyf

La petite ville de Hasankeyf, un joyau du patrimoine culturel turc, risque d'être bientôt engloutie sous les eaux du Tigre à cause du projet de barrage Ilisu. Sa population pourrait être « relogée dans le "Nouvel Hasankeyf", des tours d'habitation collective et des pavillons bâtis sur les hauteurs. (...) Une fois sa construction achevée, le barrage, situé à 80 km d'Hasankeyf, dans le village d'Illisu, mesurera 138 m et supplantera par la taille le barrage Atatürk, construit dans les années 1960. (...) L'Association pour la nature (Doga Dernegi), une ONG en première ligne contre cette politique de grands barrages, souligne que (...) une modernisation de l'infrastructure existante permettrait d'économiser quatre fois la production annuelle prévue du barrage hydroélectrique d'Illisu. L'argument n'a pas suffi à convaincre le gouvernement turc de faire marche arrière. (...)

Seul un classement d'Hasankeyf sur la liste du Patrimoine mondial de l'Unesco pourrait désormais empêcher le désastre. Le site répond à neuf des dix critères nécessaires, mais la démarche doit être lancée par le gouvernement du pays. » (*Le Monde*, Guillaume Perrier, 18/07/2013)

Les déclarations sur les femmes enceintes provoquent des manifestations

« A l'occasion de la rupture du jeûne du ramadan [le 24 juillet], le philosophe islamique Ömer Tugrul Inançer s'est attiré les foudres des réseaux sociaux avec ses propos sur l'antenne de la chaîne publique TRT. "Voir les femmes enceintes en public n'est pas seulement immoral, mais aussi laid", a déclaré l'avocat connu dans les milieux religieux pour son attachement au mysticisme musulman. Depuis, les réactions hostiles se multiplient en Turquie et des manifestations de femmes enceintes et d'hommes portant un oreiller sous leur tee-shirt ont eu lieu dans les métropoles, notamment à Istanbul et à Ankara. "Après sept-huit mois, les femmes enceintes devraient sortir avec leur mari en voiture pour prendre l'air, mais le faire dans la soirée", a poursuivi le « penseur » turc, provoquant l'ire des associations féministes. Devant cette levée de boucliers, la Direction des affaires religieuses a tenté d'apaiser les tensions, affirmant que " l'isolement des femmes " ne faisait pas partie de la religion. » (*Libération*, 26/07/2013)

7. Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc

(Juillet 2013)

La Croix

Agnès Rotivel

Les Echos

Camille Boulate

Pierre de Gasquet

Laurent Thevenin

Le Figaro

Anne Cheyvialle

Adrien Jaulmes

Laure Marchand

Le Monde

Benjamin Barthe,

Philippe Jacqué

Guillaume Perrier

Hélène Sallon

Le Point

Marc Vignaud

Libération

Marc Semo

Slate.fr

Ariane Bonzon

Challenges/

Nouvel Observateur

Le Parisien

L'Express

Mécène Principal *Main Supporter*



redefining / standards

Mécènes Institutionnels *Institutional Supporters*



L'ORÉAL



33 rue Galilée
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54
Fax: +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org